

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Télex : PRENO A 211 628 F.
 Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
 Directeur de la publication : Alain Bobbio.
 Numéro de la commission paritaire : 46 722.
 Imprimé par Rotographie à Montreuil Riccobono (pour le Sud-Est).
 Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).
 • Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 Kr
 • Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L
 • Grèce : 22 Dr • Suisse : 1 Fs
 • Portugal : 15 Esc • Algérie : 1,60 Dinar
 • Maroc : 2,10 Diram • Hollande : 1 Florin

rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

**La CIA espionne
la Ligue communiste**

LIRE EN PAGE 8

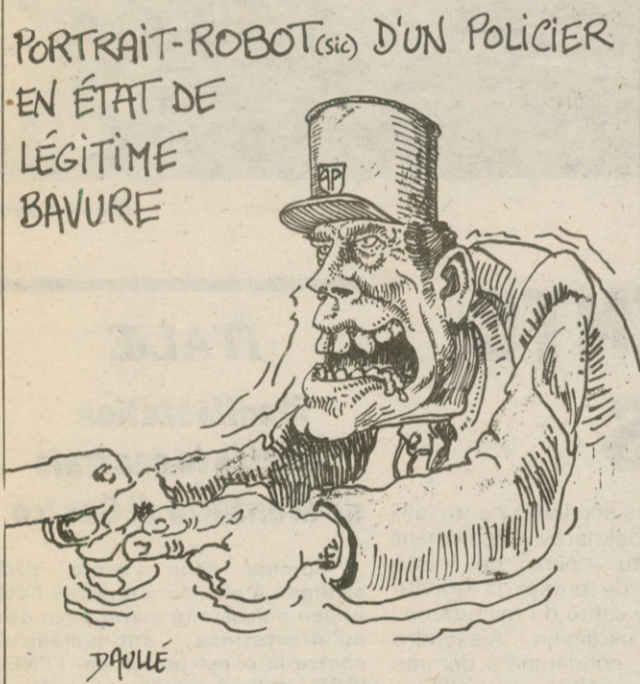
Vague d'arrestations de dissidents en URSS et en RDA

Au cours d'une conférence de presse, les dissidents soviétiques Andreï Sakharov et Piotr Grigorenko ont annoncé que plusieurs dissidents lituaniens et ukrainiens avaient été arrêtés ces deux derniers jours. D'autre part, à Berlin-Est, les autorités ont annoncé l'arrestation de Rudolf Bahro, membre du SED (Parti communiste), qui revendiquait le droit de former un parti communiste d'opposition en RDA.

Lire en page 2

La fusillade de Châtenay-Malabry

UN BRIGADIER RECIDIVISTE



Le flic qui a abattu Mustapha Boukhezzer ne sera pas inquiété ; le parquet de Nanterre a simplement précisé que les premières constatations faites au cours de l'autopsie ne conduiraient pas à ouvrir une information contre le policier auteur des coups de feu. Les deux compagnons de Mustapha, eux, arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à commettre un hold-up, font l'objet d'une information pour tenta-

tive de vol qualifié et seront tous deux présentés au juge Secly de Nanterre.

Qui osera prétendre que la justice n'a pas le même comportement envers un flic qui a une tendance répétée à vider son flingue sur des gens non-armés, et 2 jeunes qui avaient l'intention de dévaliser un bureau de poste ?

Lire en page 3

PC, PS, radicaux de gauche, la polémique continue

Convoitises pour le premier tour

Lire en page 3

Petra Krause en liberté provisoire



La militante Petra Krause, qui était emprisonnée à Naples depuis son extradition de Suisse, vient d'être mise en liberté provisoire en raison de son état de santé affaibli par une longue grève de la faim.

Ceyrac pédale dans le gruyère

Hier, à TF 1, Ceyrac, président du patronat français n'a pas craint les comparaisons concrètes et même, dirions-nous, triviales, pour étayer son point de vue sur le chômage des jeunes. Pour lui, le chômage c'est comme le gruyère (textuel), les trous ne peuvent pas remplacer la pâte et l'inverse n'est pas possible non plus. Conclusion : le problème c'est de proposer des emplois de trous à certains et des emplois de pâtes à d'autres et ne pas tout mélanger.

Mais voilà les jeunes sont trop difficiles, leur formation, les illusions qu'elle leur donne sur la « vie » ne répondent pas aux dures réalités professionnelles. Les offres et les demandes d'emploi jouent à cache-cache en somme. Mais s'ils veulent bien en rabattre de leurs ambitions, et grâce aux 300 000 emplois que lui, et puis après Ceyrac s'est engagé à fournir pour les jeunes, tout va s'arranger.

Par ailleurs, pour que les jeunes reçoivent une formation plus adéquate, les chefs d'entreprises sont tout prêts à apporter leur aide désintéressée aux écoles qui voudraient cesser de faire vivre leurs élèves dans un « monde clos » et protégé des réalités de la vie.

Il lui semble inconcevable que les jeunes qui ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur qualification en refusent un autre « comme si on attendait à leur dignité ». Si on le comprend bien les jeunes sont des snobs. Celui qui a préparé un CAP et se retrouve avec un emploi et un salaire de manoeuvre, par exemple, aura perdu trois ans, touchera un salaire, bien inférieur à celui escompté et la réalité que M.Ceyrac lui imposera alors, c'est « la » réalité à laquelle le jeune travailleur devra s'adapter. Et si, les travailleurs se disaient un beau jour que c'est M. Ceyrac qui vit dans un monde clos et artificiel, et qu'il faut lui apprendre la vie ?

N.G.

L'OLP confirme son acceptation de la résolution 242 de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim a annoncé hier à Londres que l'Organisation de libération de la Palestine avait confirmé son acceptation de la résolution de 242 l'ONU sur le Proche-Orient, si elle était amendée dans le sens d'une prise en considération du statut politique des Palestiniens. L'amendement devrait « accorder aux Palestiniens le droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat ».

Cette reconnaissance de la résolution 242 amendée reviendrait en fait à une reconnaissance implicite de l'Etat d'Israël (la résolution de l'ONU affirme en effet la reconnaissance des Etats existants au Proche-Orient). Selon Waldheim, elle faciliterait grandement la Conférence de Genève pour le règlement pacifique au Proche-Orient, dans la mesure où elle entraînerait « la reconnaissance réciproque ».

LE FI-GARROT

« Un des droits les plus précieux... » Collusion, connivence et complicité Information tronquée et uniformisée La stratégie de l'araignée



Il vient de sortir sous ce double titre. Quatre pages grand format. Le premier coup d'œil donne une curieuse impression de déjà vu. Le contenu montre qu'il n'en est rien.

Ce journal dénonce avec précision les activités d'Hersant et les dangers que fait peser sur la liberté de la presse une concentration qui fait d'un individu le propriétaire de douze quotidiens.

France-Noire

toute
spéciale

Une journée sur la liberté d'information

Un comité de vigilance est constitué

Samedi 1^{er} octobre à Paris

Vous ne les verrez pas

Il annonce une journée d'étude et de réflexion sur la liberté d'information et les problèmes de la presse, qui aura lieu le 1^{er} octobre à Paris, à l'initiative de la Ligue des droits de l'homme, avec le soutien du Syndicat de la magistrature, de l'Association des magistrats résistants, de l'Union nationale des syndicats de journalistes, de la Fédération des sociétés de rédacteurs et de l'Union fédérale des consommateurs.

ET POURTANT ELLE TOURNE

la Chine et l'intervention française au Zaïre

La Chine a virtuellement approuvé l'intervention française au Zaïre en avril dernier. C'est le chef de la délégation chinoise à la conférence anti-apartheid de Lagos qui l'a fait savoir en saluant « la brillante victoire du peuple zaïrois avec le soutien des peuples d'Afrique et du monde contre l'invasion social impérialiste menée par des mercenaires ». Il a également attaqué l'Union soviétique l'accusant de soutenir les régimes d'apartheid.

Tito chez Kim Il Sung

Le maréchal Tito est arrivé en Corée du Nord, seconde étape de son voyage qui doit ensuite le mener à Pékin. Il a été accueilli comme jamais aucun chef d'Etat étranger ne l'avait été dans la capitale coréenne. Une première réunion a eu lieu entre Tito et Kim Il Sung, portant en particulier sur le mouvement ouvrier international. Rien encore n'a filtré sur la teneur de ces entretiens.

Trois mille manifestants à Bilbao pour Apala

Plus de trois mille personnes ont manifesté mercredi à Bilbao pour réclamer la libération d'Apalategui, militant basque de l'ETA emprisonné à l'hôpital de la prison des Baumettes de Marseille par suite d'une grève de la faim.

RFA

les prisonniers de la RAF dans un état grave

Gudrun Essling, Karl Raspe et Andreas Baader qui font la grève de la faim depuis 16 jours ont été retrouvés inconscients jeudi matin dans leurs cellules de la prison de Stammheim. Il ont été placés sous perfusion, mais l'alimentation forcée n'a pas été ordonnée.

Plus de centrales nucléaires en Suisse avant le référendum

Le gouvernement helvétique n'accordera plus d'autorisation de construction de centrales nucléaires jusqu'au référendum prévu pour l'an prochain. Jusqu'ici, les autorités fédérales accordaient les autorisations après consultation des autorités locales. Les mouvements écologistes ont lancé un référendum demandant que les autorisations soient délivrées par le Parlement et seulement après accord des électeurs des communes situées dans un rayon de 30 km des sites prévus.

De nouvelles manifestations antinucléaires sont prévues vendredi, samedi et dimanche à Graben et samedi à Berne.

Portugal : l'austérité de Soares

Le Premier ministre socialiste portugais Mario Soares devait annoncer hier soir son plan économique. Il aura reçu auparavant les représentants de tous les partis et des syndicats pour leur annoncer ces mesures. On pense que c'est un nouveau train de mesures d'austérité qui doit être présenté par Soares, comprenant entre autres des augmentations de l'essence et des mesures visant la suspension des garanties prévues dans les conventions collectives pour les entreprises en crise.

ESPAGNE

Après trente-huit ans d'interdiction, le film « le Cuirassé Potemkine » a été projeté mardi soir pour la première fois à Madrid. A cette grande première madrilène étaient présents Santiago Carrillo, secrétaire du PCE et l'ambassadeur d'URSS ainsi que de nombreux diplomates des pays de l'Est, des personnalités du cinéma et du théâtre.

Chronique de la répression dans les pays de l'Est
Le marxiste est-allemand R. Bahro arrêté

IL demandait la formation d'un Parti communiste d'opposition

Les autorités est-allemandes ont annoncé hier l'arrestation de Rudol Bahro, soupçonné « d'espionnage au profit de l'étranger ». R. Bahro, était chef de département dans une importante usine de caoutchouc de Berlin-est. Il a été arrêté le même jour où une interview de lui sur bande enregistrée était transmise à la radio ouest-allemande. Dans cette interview, R. Bahro critiquait vivement le régime bureaucratique en place et la e du parti sur l'Etat, qu'il assimile à un « représentant extraordinaire de la classe exploiteuse capitaliste ».

Membre du SED (Parti communiste est-allemand) depuis vingt ans, R. Bahro déclarait dans cette interview qu'il avait perdu toute illusion dans ce parti quand les toupes soviétiques et du Pacte de Varsovie occupèrent la Tchécoslovaquie en 1968.

Auteur d'un livre « l'Alternative » qui doit sortir ces jours-ci en Allemagne de l'Ouest, R. Bahro y dresse le procès de la bureaucratie est-allemande et en conclut la nécessité de créer un parti communiste d'opposition.

Après la répression qui a frappé jusqu'ici essentiellement des intellectuels, l'arrestation de R. Bahro est la première qui frappe un militant ordinaire du parti qui se bat pour une alternative politique communiste à la bureaucratie.



Rudolf Bahro

PLUSIEURS DISSIDENTS ARRETES EN URSS

Le général Piotr Grigorenko et l'académicien Andreï Sakharov ont annoncé, au cours d'une conférence de presse hier, que plusieurs arrestations de dissidents avaient eu lieu ces jours derniers en Union Soviétique.

Ainsi, M. Viktoras Piatkus, membre du Groupe lithuanien de surveillance des accords d'Helsinki a été arrêté mercredi à Vilnius et son ami Antanas Tiplatskas était au même mo-

ment interrogé par le KGB. De même Felix Serebrov, ouvrier tourneur, membre du Groupe d'étude sur l'utilisation abusive de la psychiatrie a été arrêté mardi à Moscou pour « utilisation de papiers falsifiés ». Sa femme, qui a indiqué que Serebrov avait entamé une grève de la faim dès son arrestation, a expliqué que les deux ans d'interneement que son mari avait effectués en 1958 n'étaient pas men-

tionnés dans son livret de travail. Andreï Sakharov a également souligné au cours de cette conférence de presse la gravité de l'état de santé du militant nationaliste ukrainien Alexandre Serguïenko, condamné à dix ans de camp en 1971. Le militant ukrainien est atteint de tuberculose et Sakharov a demandé, au nom des dissidents, qu'il soit transféré à l'hôpital pénitencier de Léningrad.

MAURITANIE

La psychose du Polisario

Nouakchott, de notre correspondant.

Les attaques militaires du Front Polisario contre Zouerate et Nouakchott ont développé un climat d'insécurité pour les forces armées mauritaniennes. Les communiqués militaires, qui sont régulièrement diffusés dans le quotidien national du parti au pouvoir *Chaab*, dissimulent mal les coups portés par les combattants du Polisario. Ainsi après les attaques du 16 juillet contre Zouerate, il faudra attendre trois jours pour voir apparaître le premier communiqué des forces armées mauritaniennes.

Entre le 19 et le 20 juillet, la formule « nos forces armées et de sécurité à Zouerate infligent de lourdes pertes à une colonne de mercenaires », précédant un petit encadré dans le journal, va se transformer en un titre à la une : « 37 cadavres déjà dénombrés du côté

des mercenaires qui ont attaqué Zouerate. »

Mais ces informations ne sont pas prises au sérieux et la rumeur publique en véhiculent de bien moins glorieuses pour l'armée mauritanienne.

L'arrivée récente de 600 militaires marocains pour assurer la protection de Zouerate semble bien lui donner raison. Il est impossible de discuter avec un Mauritanien plus de dix minutes sans qu'il n'aborde lui-même la question du Polisario. Les mesures de contrôle sur les routes ont été développées pour « traquer le Sahraoui » : pourtant, n'importe quel militaire mauritanien est prêt à reconnaître qu'« ils » sont là tout près à 200 km de la capitale et qu'il y en aurait 4 000 sur tout le territoire.

Aussi, c'est la véritable psychose du Polisario qui se développe, d'ailleurs savamment entretenue par le pouvoir. Qu'une altercation inter-

vienne entre deux clients d'une maison close dans le quartier réservé de Nouakchott, et spontanément les gens attribuent le remue-ménage au Polisario.

Ainsi, les nouvelles les plus incontrôlables circulent, décuplant la présence des forces des Sahraouis, mais entretenant aussi un climat d'insécurité propice à la délation et à la collaboration avec la police.

Des policiers laissent courir le bruit qu'une « colonne de mercenaires » se trouverait vers la ville de Rosso, à la frontière du Sénégal et du sud du pays.

Peut-être est-ce la raison pour laquelle de l'autre côté de la frontière, les militaires français installés au Sénégal, s'entraînent régulièrement à la lutte anti-guérilla dans la région de Thies et Richard-Toll, dans le nord.

Ne chuchote-t-on pas que l'année prochaine une compagnie française sera basée à Rosso ?

ITALIE

Manifestation contre la centrale de Montalto di Castro

Comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises l'été italien a aussi été marqué par des manifestations antinucléaires contre la construction par l'ENEL (EDF italien) d'une centrale à Montalto di Castro, près de Rome.

La mobilisation de la population locale a déjà empêché le début des travaux : quand, début juillet, les ouvriers de l'ENEL sont arrivés sur le site, ils en ont été chassés par les paysans.

Durant tout le mois d'août, un camping antinucléaire a été organisé sur le site, où beaucoup d'antinucleaires européens se sont retrouvés. Et une grande manifestation nationale sur le site doit avoir lieu dimanche.

Hier, les autorités régionales du Lazio (région de Rome gouvernée par le PSI et le PCI) ont discuté de la situation à Montalto. En effet, la municipalité de Montalto a décidé d'interdire les travaux à l'ENEL, mais cette décision a ensuite été cassée par le tribunal administratif de la région. A l'issue de la réunion de la junte du Lazio, il a été annoncé que le début des travaux devait être renvoyé jusqu'à ce qu'il y ait un accord avec la commune de Montalto et la population locale. Il s'agit d'une première victoire pour les paysans de Montalto et les militants antinucléaires mobilisés depuis un mois à leurs côtés. Mais seule la poursuite de cette mobilisation et, dans l'immédiat, le succès de la manifestation nationale de dimanche permettra de mettre réellement fin au projet de l'ENEL et du gouvernement italien.

Fitterman répond à Jospin qui répondait à Marchais qui répondait à Priouret... Fabre intervient

La gauche n'est pas au pouvoir, mais ses débats dominent largement l'actualité, laissant sur le bas-côté les divisions d'une droite essoufflée. Désormais, la direction du PCF fait donner l'artillerie lourde en s'efforçant de rejeter par tous les moyens le PS sur la droite. Lorsqu'un appareil se défend, tous les coups sont permis et souvent les méthodes utilisées sont révélatrices de l'enjeu. Qui peut croire, par exemple, qu'il y a une différence fondamentale entre une réunion des membres de directions nationales et une rencontre au sommet qui réunit les mêmes gens, les mêmes secrétaires généraux.

En fait, il est désormais clair que le PCF prépare le premier tour des élections sans vouloir pour autant remettre en cause le Programme commun. La droite ne s'y trompe pas et évite de pavoiser. Hier, le président du CNPF, Ceyrac, allait même jusqu'à envisager qu'il s'agissait d'une combinaison « astucieuse », un partage des tâches en quelque sorte : c'est-à-dire la vision qu'a le PC de la polémique Chirac-Barre.

Mais les choses sont plus sérieuses. Engagés dans la même galère après la grève générale de 1968, les partis de gauche doivent, avant l'échéance de 1978, tirer le bilan des pertes et profits de la politique unitaire. Il y a effectivement un partage des tâches et des rôles dans cette alliance, qui n'a rien de volontaire et de machiavélique, mais qui tient à la place réciproque de chacun des partis. Le PS aura fondamentalement la responsabilité de la gestion gouvernementale, le PC aura des comptes à rendre à la classe ouvrière, les radicaux de gauche devront justifier le ralliement d'une fraction de la bourgeoisie. Dès lors, on comprend le comportement électoral d'un PS qui se réfugie dans le flou et attend le résultat des élections pour dévoiler ses batteries, celui des radicaux de gauche qui insistent sur le respect de la propriété privée et enfin celui du PC qui a décidé d'orienter tous ses efforts vers la classe ouvrière.

Les appels du pied aux cadres ou aux commerçants se font pour l'instant plus rares comme si le PC abandonnait ces couches aux autres partis de gauche. Par contre, en s'adressant aux travailleurs et à la base populaire du gaullisme, il s'efforce de consolider ses bastions.

Sa politique de durcissement verbal est cependant pleine d'aléas, car elle éduque les travailleurs dans un sens revendicatif qui ne sera pas celui du gouvernement de la gauche. De ce fait, le PC risque de se trouver confronté à de nouvelles contradictions.

UN PHARMACIEN
NOUS DÉCLARE :

« LES COMMUNISTES
VEULENT TROP
MANGER, ALORS
ILS ONT DES
PROBLÈMES DE
DIGESTION »

(M. FABRE de
VILLEFRANCHE de ROUERGUE)



En cessant rapidement la polémique et la surenchère, il se donne des possibilités de manœuvre plus grande, une fois au gouvernement, mais sur le plan électoral, il s'interdit une apparition propre et renforce le PS. En poursuivant la politique actuelle jusqu'aux élections, il peut se renforcer en tant que parti, mais il aura du mal à justifier la timidité des premières mesures du gouvernement de la gauche. Il risque alors de connaître de sérieux clivages en son sein, qui apparaissent déjà de façon embryonnaire entre certains militants syndicaux, plus sensibles aux pressions des travailleurs et qui voudront garder une autonomie critique par rapport au gouvernement et des militants gestionnaires, fortement intégrés dans les institutions (mairies, conseils généraux, etc.) et qui se trouveront à l'avant-garde du réalisme.

Il ne fait aucun doute que l'ampleur de la crise et le niveau de combativité des travailleurs rend aujourd'hui complexe l'application d'une ligne réformatrice quand le problème du pouvoir est posé.

La fusillade de Chatenay-Malabry

Un brigadier récidiviste

La police a révélé hier que le brigadier Marchaudon qui a tué Mustapha Boukhezzer blessé, non armé et gisant à terre n'en est pas à sa première « bavure » : ainsi, c'est lui qui avait tué un gangster dans des circonstances mal définies lors d'un hold-up à Barbès en septembre 1974 : c'est surtout lui qui, trois jours plus tard, descendait un voleur à la tire dans le X^e arrondissement de Paris : là aussi, il avait « cru » à tort que l'homme était armé.

A la suite de ces deux affaires, il avait été déplacé de la préfecture de police à la sécurité publique à Sceaux. Et après la mort de Mustapha, il a été immédiatement couvert par ses chefs (cf. Rouge d'hier) quitte pour cela à déformer la réalité. Une manière comme une autre de démontrer que ce genre de tireurs à la gachette rapide ne sont pas des « brebis galeuses » dans la police.

Rappelons les faits, que confirme l'examen du corps ; 5 jeunes qui s'apprêtaient à commettre un hold-up à la poste de la Butte-Rouge à Chatenay-Malabry s'enfuient à l'arrivée de la police : les flics font feu : Mustapha s'écroule, touché au bras ; le brigadier Marchaudon, qui est breveté tireur d'élite tire deux balles dans le cou et dans le dos de Mustapha Boukhezzer à une distance variant entre 75 cm et 2 mètres. Le commissaire divisionnaire Dufour, patron de la brigade territoriale qui avait déclaré à propos de la mort de Mustapha que : « Quand un gangster est devant vous avec un pistolet à la main, il faut tirer » osera peut-être ajouter que quand un Arabe est blessé, étendu à terre et non armé, il vaut mieux vider son chargeur ?
H. François

Le premier tract de Giscard

1978 comme si vous y étiez déjà : la gauche a gagné avec 54,91 % des voix, le PS emporte 189 sièges, le PC 87 et les radicaux de gauche 17. Après quelques hésitations, Giscard nomme Mitterrand Premier ministre. Il forme un gouvernement qui se réunit pour la première fois le 5 avril 1978. Mauroy est à l'Intérieur, Marchais au Plan, Hernu à la Défense et Fabre à l'Éducation nationale. Tout cela est plausible, mais que va-t-il se passer après ?

Vous le saurez en lisant « les 180 jours de Mitterrand », un roman de politique-fiction que publient les éditions Belfond. Mieux que dans toutes les affiches et les discours ce roman est bel et bien le premier tract électoral de la droite. On savait que les moyens les plus modernes étaient préparés pour la campagne. Voilà le premier échantillon. Il est signé d'un pseudonyme qui rappelle un chroniqueur historique du temps de Louis XI.

On y apprend qu'au bout de six mois, les ministres communistes démissionnent pour « ne pas servir de caution », que les grèves se multiplient, que les contestataires en tous genres débordent et vont jusqu'à séquestrer Charles Hernu. Finalement, Mitterrand rend son tablier à Giscard le 2 octobre 1978. La morale de l'histoire est donnée par le seul qui ressort sans tache de l'aventure, le président de la République. Il dissout l'Assemblée le 30 septembre en déclarant à la télé : « Six mois de gestion socialo-communiste ont fait de la France un Etat quasiment ingouvernable. » Pour qui faut-il voter après la lecture de ce « roman » ? Devinez.

J.-Y. T.

Création d'un collectif d'ancien engagés

Un collectif regroupant d'anciens engagés vient de se constituer. Cette initiative est importante au moment où l'armée traverse une crise de son recrutement que la réforme du statut des carrières des sous-officiers n'a pas réglée. De plus en plus nombreux sont les sous-officiers qui participent aux comités de soldats particulièrement dans la marine et l'armée de l'air où leurs conditions de travail s'apparentent à celles d'ouvriers spécialisés ou de techniciens d'entreprises industrielles. On comprendra, en outre, l'importance de la revendication de l'interdiction des contrats aux mineurs, du droit à leur résiliation à tout moment et surtout de la campagne contre la propagande mensongère de l'armée, avancées par le collectif, quand on sait que 43 % des jeunes qui s'engagent dans l'armée de terre le font pour acquérir une formation professionnelle et un métier, ce chiffre s'élevant à 88 % dans l'aviation ! Nous publions de larges extraits de leur texte de constitution.

P.M.

« Voulant affirmer notre volonté de nous battre avec nos camarades soldats, nous nous sommes regroupés en Collectif d'anciens engagés. Par celui-ci, nous entendons tout mettre en œuvre pour que les droits démocratiques les plus élémentaires soient enfin reconnus aux militaires.

« Les comités de soldats fleurissent de partout (150 répertoriés par la sécurité militaire dont plus de la moitié publie régulièrement un journal).

« Des milliers de militaires désertent chaque année (en 1976, 8 042 prévenus militaires sont passés devant les tribunaux des forces armées, près des 2/3 étaient jugés pour désertion).

« Enfin, plusieurs milliers de jeunes (dont près de 2 000 objecteurs) refusent de cautionner par leur présence cet embrigadement de la jeunesse. (...)

« Comme les travailleurs, les militaires veulent s'exprimer, affirmer leurs opinions, pouvoir en changer, participer aux débats du pays. Ils doivent défendre leurs droits à travers une organisation syndicale, indépendante de la hiérarchie militaire et liée aux confédérations ouvrières. (...)

« Alors que la crise économique accroît le chômage, le mode de recrutement des engagés, avec ses contrats trompeurs, est un piège pour les jeunes. Nous dénonçons la propagande mensongère de l'armée, notamment lorsqu'elle fait miroiter un métier et appelons tous les enseignants et lycéens à essayer, chaque fois qu'un débat est organisé dans leur établissement, de le faire annuler ou de le rendre contradictoire.

« De plus, nous faisons actuellement circuler une pétition qui rassemble tous ceux qui décident de porter plainte contre l'armée pour publicité mensongère tendant à influencer et à déterminer le choix du public. Vous pouvez vous la procurer en écrivant à Jean-René Quinard, Le Cun du Larzac, La Blaquèrie, 12230 La Cavalerie.

« Nous réclamons : l'interdiction des contrats aux mineurs, le droit réel à la résiliation du contrat sur pure et simple demande pour tout engagé qui exprime le besoin de quitter l'armée avant la fin de son engagement. (...)

Collectif d'anciens engagés
c/o Quinard Jean-René
Le Cun du Larzac
La Blaquèrie
12230 La Cavalerie

« Diffamation et injure envers les armées, en appel à Douai... »

« Le 23 juin, le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-mer était appelé à juger Patrick Deguines à qui l'on reproche le délit de diffamation et d'injures publiques envers les armées. Il est poursuivi pour avoir distribué le 1^{er} juillet 1976 un tract aux jeunes qui s'en allaient faire leurs trois jours à Cambrai.

« Patrick Deguines était défendu le 23 juin par Maître Monique Paulin du Barreau de Lille, et Maître Jean-Jacques de Felice de Paris.

« Le tribunal de Boulogne a rendu son jugement le 30 juin : compte rendu d'un vice de forme dans le réquisitoire introductif du Procureur, le tribunal s'estime incompétent pour statuer sur le fond de l'affaire. Le réquisitoire en question est nul ainsi que toute la procédure. Patrick Deguines n'est pas condamné.

« A la suite du jugement de

Boulogne, le Front de la jeunesse a diffusé dans le Calais des tracts mettant en cause personnellement Mme Lehaire, présidente de la section calaisienne de la Ligue des droits de l'Homme », adjointe au maire de Calais, M. Lefebvre, de la section locale du PSU, et M. Tournement de l'UL-CFDT de Calais.

« L'Armée s'est trouvée un bien curieux défenseur dans le Front de la jeunesse, qui, lui, peut s'exprimer librement en toute impunité, montrant par là, que la liberté d'expression est actuellement à sens unique.

« L'affaire de Patrick Deguines est appelée à l'audience de la chambre des appels correctionnels de Douai mercredi 24 août 1977 à 14 heures. »

Comité de soutien à
Patrick Deguines
14/10, rue des bouchers
59 000 Lille

Dans Syndicalisme cette semaine

Alors que les discussions salariales vont reprendre branche par branche dans la Fonction publique dès les premiers jours de septembre, Syndicalisme interroge Gérard Brunaud, un des secrétaires de la fédération finances, qui rend compte aussi de l'opinion des autres fédérations CFDT de fonctionnaires : « Il faut souligner que, dans les faits, depuis le début de l'année, les fonctionnaires ont dû se contenter d'une augmentation de 1,04 % au 1^{er} avril et de 2,5 % au 1^{er} juin ; 3,5 % au total alors que, dans le même temps, les prix faisaient un bond de 5 %. Où est le maintien du pouvoir d'achat ? »

Comment peut-on être écologiste ?

Un dossier dont Syndicalisme commence la publication. L'hebdomadaire presse les groupes écologistes à « clarifier leurs positions sur le plan politique », sous peine de voir « les tentatives de récupération du mouvement, déjà entamées, se poursuivre et même s'accélérer ».

Syndicalisme rappelle le non rejet du nucléaire par principe de la CFDT, et l'exigence de stopper le programme en cours pour débattre démocratiquement avant tout engagement.

Après le verdict de Grenoble

Un débat dans les comités Malville sur le bilan de la mobilisation

Le verdict de Grenoble a donc confirmé celui de Bourgoin. Les charges les plus lourdes sont maintenues. La seule nouveauté est la relaxe d'un condamné à un mois de prison ferme. La deuxième relaxe est celle de Thérèse Ciramaglia qui avait été condamnée à un mois avec sursis et était déjà en liberté. Le scandale est reconduit avec son arbitraire et sa xénophobie. Aussi, le jugement connu a suscité un vif mécontentement parmi les 3 000 manifestants regroupés aux abords du palais de justice : slogans devant les flics, volonté d'en découdre. Les responsables de la manifestation ont alors appelé à la dispersion, ce qui a provoqué le mécontentement de nombreuses personnes. Des groupes ont discuté toute la soirée sur le sens de cette dispersion.

Sans vouloir charger les quatre militants des comités Malville responsables de cette initiative, deux camarades de la LCR, militants des comités Malville à Grenoble et Marseille, nous ont envoyé une lettre sur les leçons à tirer, selon eux, de cette fin de manifestation. Ils veulent « poursuivre le débat sur le mouvement antinucléaire et notamment les comités Malville, ainsi que sur le rôle des organisations politiques soutenant ce mouvement. Ce débat est indispensable pour le renforcement de l'activité des comités et la démocratie du mouvement ».

Le débat né mercredi soir à l'annonce du jugement recoupe en effet celui commencé sur le bilan de la manifestation de Creys-Malville et porte sur l'organisation et la démocratie dans la lutte. L'ordre de dispersion a été contesté. « Il est vrai, précise les deux camarades de la LCR, que nous étions devant une situation inattendue pour laquelle rien n'était prévu par le comité Malville de Grenoble. En effet, les avocats et les comités étaient persuadés que le jugement tomberait dans huit ou quinze jours. Que faire alors ? Les quatre camarades avaient été choisis par les comités pour négocier depuis une semaine avec les flics, pour participer aux réunions de coordination des comités, aux réunions unitaires, etc. Ils ont été fait la direction de la manif. » Or ces camarades ont été contestés. « La réponse de l'OCT a alors plus consisté à se substituer à cette direction plutôt qu'à l'aider à jouer son rôle. » Les camarades de la LCR pensent au contraire que pour ce genre de manifestation, les comités doivent se doter d'une organisation efficace. C'est-à-dire « une coordination des comités désignée dans la clarté et non sur la base du volontariat. Elle doit être mandatée pour prendre des déci-

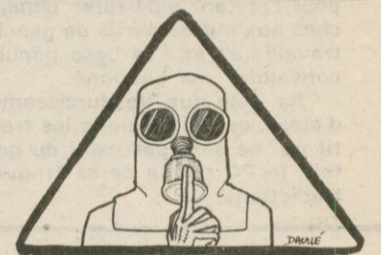


La manifestation de mercredi, à Grenoble. AFP.

sions sur le tas. Il faut également combattre l'improvisation, en décidant les mots d'ordre, en se dotant d'un service de protection issu des comités pour que soit respecté le caractère de la mobilisation et pour répondre aux provocations des flics ou autres. »

« Nous devons, concluent les camarades, enclencher ce débat afin que les carences de Malville, dont certaines leçons ont déjà été tirées à Bourgoin et Grenoble, ne se reproduisent pas, pour que le mouvement antinucléaire se développe et se donne les moyens d'intensifier sa lutte. » Un débat sur lequel nous reviendrons.

J.Y.T.



• Deux cocktail-molotov ont été lancés contre des locaux de l'EDF. A Grenoble, ce sont les bureaux de la régie municipale gaz et électricité qui étaient visés. L'attentat non revendiqué a provoqué des légers dégâts matériels. A Nevers (Nièvre), un cocktail-molotov a été lancé dans la salle des archives de l'EDF. Ce nouvel attentat qui n'a pas été revendiqué est le quatrième en 15 jours perpétrés contre des locaux de l'EDF dans le département de la Nièvre.

• Manifestation de soutien aux inculpés de Malville. A l'appel du comité de soutien aux inculpés de Malville, 200 à 250 personnes ont manifesté à Strasbourg. Les manifestants ont d'abord défilé vers le siège de l'EDF avant de se rendre vers le tribunal de Strasbourg où les attendaient les CRS. « Allez les bleus, une chanson, nous sommes tous des écologistes allemands. » Dérision contre mâtreaques : après un sit-in, la manifestation est répartie vers le centre ville et la place de la cathédrale. Une pancarte portée par un manifestant expliquait la différence entre un objet dangereux, canif, bouteille de bière allemande et un objet inoffensif comme une grenade offensive. Le comité invite chacun à ne pas apporter que son soutien, mais aussi à agir en se joignant par exemple au mouvement autoréduction. Dans les autres villes, des groupes de manifestants ont distribué des tracts à la population.

• Aujourd'hui conférence de presse du comité Apalategui de Marseille. Le comité Apalategui de Marseille invite la presse et les organisations démocratiques à une conférence de presse aujourd'hui 26 août à 16 heures au Todi, 2, rue Philippe-de-Girard, 13001, Marseille, tél : 39.70.63.

Des télégrammes de soutien peuvent être envoyés au Todi aujourd'hui.



Madeleine Verdi

Mercredi soir, sur A2, au débat sur le programme nucléaire français

Les vrais problèmes ont été évités

Qu'on ne s'y trompe pas : l'émission d'actualité sur le nucléaire mercredi soir sur Antenne 2 avant d'être un « face à face », était une opération politique visant à redonner au gouvernement l'offensive après la proposition d'un référendum sur le nucléaire par François Mitterrand.

Aussi, dans l'ambiance à la fois compassée et survoltée des « grands débats télévisés » (standard embouteillé, « plateau » de personnalités connues), a-t-on assisté avant tout à une sorte de conférence de presse de Monory, ministre de l'industrie du commerce et de l'artisanat, le jour même de l'annonce par le gouvernement de la création d'un Conseil d'information du nucléaire. Le ton était donné d'emblée. On ne saurait en

aucune façon déduire de la création de ce conseil, à déclaré le ministre dans sa première intervention, que le programme électronucléaire pourrait être arrêté ou réduit. Il s'agit donc d'informer, non de débattre vraiment, ni même de réformer.

Aussi, la fin de non recevoir est-elle nette. Un référendum ? Il est « inconstitutionnel ». Un moratoire ? « Il n'est question à aucun moment d'envisager un moratoire. » Un grand débat parlementaire ? « Cela peut s'envisager ; mais il n'y aura pas de vote, les orientations ayant été adoptées dans le cadre du vote du Plan et du budget. Telles sont les déclarations éminemment politiques faites par le ministre qui n'avait pourtant en face de lui — par un choix délibéré — aucun représentant de partis politiques.

aveux, comment se comportaient ses adversaires ?

Pour le représentant CGT, il fallait « maîtriser la production » par la nationalisation. Comment une technologie qui est d'emblée européenne sinon mondiale à tous ses points-clé, pourra-t-elle être « francisée » sans exproprier les multinationales qui les contrôlent ? Mystère ! Le P. Lebreton, non plus, ne se donnait pas les moyens d'une réponse cohérente, se contentant de déclarer au ministre qu'il était « le jouet d'une technostructure » et que « la technologie nucléaire était anti-démocratique par essence ».

C'est dire qu'il inversait l'ordre des causes et des effets, substituant à une vision dialectique des rapports de production, la vision métaphysique d'une technique « néfaste » en soi venue on ne sait pas comment et engendrant certains rapports de production ; un peu par exemple, comme si la vapeur avait créé le capitalisme ou le travail la chaîne.

D'une certaine manière toutefois, un autre écologiste, Jean-Marie Lepest, posait une question juste en dénonçant un certain nombre d'équivalences données comme logiques et allant de soi dans une vision à la fois mécaniste et linéaire du progrès : développement des forces productives = développement de la consommation = développement de l'emploi = développement de l'énergie. La dénonciation de ces équations doit être faite. Mais pas au nom de la croissance zéro ou de la nécessité d'économies d'énergie dans le cadre capitaliste. Elle ne peut-être valide que comme dénonciation de la contradiction que révèle puissamment le choix nucléaire : la contradiction entre le développement des forces productives et du mode de production capitaliste.

Pélerin ? Quant aux responsables sécurité du CEA, M. Gauvenet, à vouloir trop bien faire, il développait une argumentation totalement inepte et contradictoire. Voulant en effet rassurer le « public » sur la question des surrégénérateurs, il lui prouvait qu'il n'était pas le mal absolu, il démontra soigneusement que les centrales à eau pressurisée (PWR) étaient aussi dangereuses car, comme l'a dit ce brave homme : « Certes, dans le surrégénérateur, il y a le sodium qui est dangereux, mais dans une centrale PWR...il y a la pression ! »

Une échelle inédite

Mais si ces questions sont restées sans réponse sérieuses, pour autant les problèmes de fond n'ont été posés que de façon partielle et incomplète. Ainsi, à propos de la sécurité, le représentant CFDT a posé une question très importante qui est celle de l'établissement de normes reposant sur un rapport entre les « bienfaits » et les « méfaits » d'une technologie donnée mais parler de telles normes ce n'est pas seulement dénoncer leur imprécision ou leur caractère aléatoire comme l'a fait, chiffres à l'appui, le

représentant CFDT : c'est tout d'abord montrer qu'en ce qui concerne le nucléaire, la question se pose à une échelle inédite pour l'humanité, car les effets de la radioactivité sont par définition des effets-retard s'étendant sur toute une période historique ce qui rend toute comparaison peu éclairante (avec le charbon par exemple) et les statistiques impossibles ou en tout cas très difficiles. En conséquence, pour le nucléaire, comme pour d'autres substances chimiques (dioxine), seul un Etat de démocratie ouvrière pourrait établir avec pertinence une telle évaluation bienfaits-nuisances.

Car, lorsque Monory déclare avec un beau culot : « Jamais nous sacrifions la sécurité à la rentabilité », il ment.

En effet, n'a-t-il pas déclaré par ailleurs que c'est la concurrence au niveau mondial qui impose de nouveaux investissements énergétiques ? Disant pour une fois la vérité, il a eu cette phrase : « Nous sommes en état de guerre économique ». Ainsi, il montrait que le moteur du programme énergétique, ce n'est pas les besoins de l'humanité, mais la concurrence, mais le mode de production capitaliste lui-même au niveau du marché mondial. Devant cet

Pourtant, sur les débats qui ont été abordés, le ministre, en dépit d'une verve et d'un aplomb qui montrent qu'il a réellement l'étoffe d'un homme de combat de la bourgeoisie, n'a répondu à aucune question démentant ainsi d'emblée ce qu'il avançait comme slogans de marchand de savonnettes : « Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat sera une maison de verre. » Sans réponse, la question de Philippe Lebreton (professeur d'environnement à Lyon et militant écologique) lui demandant s'il est exact que certains rapports confidentiels du CEA parlent d'explosion nucléaires à propos des surrégénérateurs, terme auquel on préfère pour le grand public celui plus anodin « d'excustion critique ».

Sans réponse, la double question de Leguern (représentant les syndicats CFDT du CEA) : le gouvernement se conformera-t-il aux conclusions du CHS élargi (comité d'hygiène et sécurité) de la Hague concernant la nécessité de ne pas retraiter plus de 150 tonnes de combustibles oxydés par an ?

Le gouvernement tiendra-t-il compte de l'avis défavorable du SC-PRI (Service central de protection contre les rayonnements ionisants) en ce qui concerne la centrale du

En lutte

A six mois de la retraite...

Maurice Moutier devait partir à la retraite dans six mois. Mécanicien d'Air France, il procédait mercredi à Orly au réglage du réacteur d'une caravelle. Le réacteur a été mis en marche. Maurice Moutier a été happé par les ailettes. Il est mort sur le coup. Un « accident stupide »... tel qu'il en arrive tous les jours dans le monde du travail.

TAP porte close

L'intersyndicale de TAP-France (Transports aériens portugais) a annoncé que tous les employés des agences de Paris et Lyon ont observé hier une grève de 24 heures pour protester contre le blocage des carrières, le manque d'effectifs et l'arbitraire dans la fixation des salaires. Le mouvement est renouvelable, ont averti CGT, CFDT, CFTC et CGC.

Deffrenne :

« Les tares de tout un système »

Après l'incarcération du P-DG des usines Deffrenne à Roubaix, l'union régionale du Nord de la CFDT rappelle, dans un communiqué, « que l'affaire Deffrenne est révélatrice des tares de tout un système qui donne le pouvoir et les profits aux propriétaires des moyens de production. Il est vraisemblable que si les comités d'entreprise avaient réellement accès aux comptes des entreprises, ils feraient des découverts vertigineux. C'est pourquoi par-delà les luttes pour les ressources, pour l'emploi, pour les conditions de travail, c'est un changement radical des bases de la société que vise la CFDT en militant pour un socialisme autogestionnaire. »

BARRE BIEN REÇU A TOULOUSE

Une manifestation organisée par les syndicats CGT, CFDT, FEN, à laquelle s'étaient joints les partis de gauche, a eu lieu hier en fin d'après-midi, à Toulouse pour accueillir comme il se doit le Premier ministre. Plus de trois mille personnes ont défilé avec des banderoles : « Non au chômage », « Concorde à New-York ». Les manifestants ont sillonné le centre-ville au son de mots d'ordre contre les suppressions d'emplois, pour la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans, et la revalorisation du SMIC. Après la dispersion, une délégation du PCF a demandé à être reçue par le préfet...

PTT-Bordeaux

La victoire des intérimaires

Des pions. Parfois même des « jaunes ». Syndicat ? Connais pas, ou si peu. C'est, traditionnellement, l'image que les autres travailleurs se font de ceux qu'on appelle les « intérimaires ». A l'affût de tout ce qui divise, à l'affût aussi de tout ce qui augmente les profits, le patronat utilise de plus en plus fréquemment cette nouvelle

Bordeaux, de notre correspondant.

Au départ, comme souvent, des conditions de travail pénibles : ils ont été embauchés comme manutentionnaires pour décharger des matériels lourds. Les conditions minima de sécurité ne sont même pas respectées. Et aussi, bien sûr, une paye de misère, à peine supérieure au SMIC : 9,90 F de l'heure. Il suffira, dans un premier temps, de trois jours de grève pour que les intérimaires obtiennent satisfaction sur ces deux revendications : augmentation de quarante centimes de l'heure et fourniture par la boîte d'intérim de casques et chaussures de sécurité. Reste qu'immédiatement, PTT et patron de l'intérim engagé, main dans la main, une charge aux sorcières. Il faut vider les « mœurs » pour éviter que ce succès fasse tâche d'huile. Opération délicate : on embauche d'abord quatre nouveaux, qui serviront par la

Contrairement aux positions adoptées par le Conseil national de la CFDT

Edmond Maire défend l'idée d'une réduction du temps de travail avec diminution de salaire

Dans son interview au journal « le Monde » du 17 août 1977, Edmond Maire avait déclaré : « La non-compensation totale sur le plan des salaires d'une réduction massive de la durée du travail est effectivement une question dont le mouvement syndical devrait accepter de discuter, dans la mesure où réellement se créeraient les millions d'emplois nécessaires. »

Cette déclaration scandaleuse a été bien entendu relevée par Séguin qui a précisé : « Moi, je m'en tiens à l'accord CGT-CFDT et même à la plate-forme CFDT qui dit « réduction de la durée du travail sans diminution de salaire. » Marchais a lui aussi réagi : « Cette prise de position, a-t-il dit, m'a surpris. J'ai, en effet, reconsulté la plate-forme de la CFDT et constaté qu'effectivement il est question de la réduction de la durée du travail pour résoudre le problème du chômage, mais sans réduction de salaire. C'est donc une position nouvelle d'Edmond Maire. »

Dans une déclaration remise hier à la presse, Edmond Maire s'est plaint des « interprétations fausses et des déformations » qui auraient été faites de ses propos, notamment sur une « éventuelle non-compensation totale sur le plan des salaires d'une réduction massive de la durée du travail ». Il a expliqué que l'objectif premier de la CFDT était de « créer les millions d'emplois nécessaires » et de « réduire massivement et rapidement la durée du travail ». Ainsi « une véritable priorité des priorités serait accordée à l'emploi et notamment à l'emploi des femmes et des jeunes ». C'est « seulement » si cet objectif était retenu, a-t-il ajouté, que « le mouvement syndical devrait accepter de discuter de l'ensemble des données du problème et notam-

ment d'une non-compensation totale sur le plan des salaires d'une telle réduction de la durée du travail ». Cette non-compensation intégrale pourrait d'ailleurs être « nulle » pour les bas salaires, « alors qu'au contraire les salaires les plus élevés n'obtiendraient pas de compensation ».

Quoi qu'il en soit, nombre de syndiqués CFDT pourront légitimement s'étonner de ces prises de position d'Edmond Maire. En effet le texte de la plate-forme CFDT revendique « la réduction sans perte de salaire de la durée hebdomadaire du travail à 40 heures maximum et progressivement à 35 heures en cinq jours » (Syndicalisme-Hebdo du 16 juin, n° 1 657). Mieux, le Conseil national du 10 et 11 juin a adopté un texte qui dit explicitement le

contraire des déclarations de Maire. Syndicalisme-Hebdo a évoqué en effet « l'adoption d'un amendement de la Banque précisant qu'en cas de réduction de la durée du travail à 35 heures, celle-ci devrait se faire — comme nous le réclamons — pour les 40 heures — sans réduction de salaire » (Syndicalisme-Hebdo du 23 juin).

Ainsi, se trouve posé le problème du fonctionnement démocratique de l'organisation syndicale. « La crédibilité de l'orientation autogestionnaire repose en bonne partie sur le mode de fonctionnement des organisations qui s'en réclament », expliquait Edmond Maire lui-même dans son interview au Monde. Sur ce point il avait entièrement raison.

Félix Lourson.

Précision

Mardi, le « Matin » publiait un article de Pierre Rosanvallon, rédacteur en chef de la revue « CFDT aujourd'hui », se référant aux positions du Parti communiste italien exaltant les bienfaits de l'austérité pour sortir de la crise. Hier ce quotidien publiait une mise au point précisant que dans cet article Rosanvallon « s'exprimait en son nom personnel et non au titre de la CFDT ». Tout de même !...

Clermont: l'ordre du jour perturbé pour Beullac

Alors que dans « Rouge » d'hier, dans un élan de civisme qui nous honore, nous proposons une méthode pour dépister les faux chômeurs, Beullac, l'ingrat, nous dénonce publiquement comme « saboteur de visite de ministre ».

Le ministre du Travail était hier à Clermont-Ferrand, comme d'habitude il a voulu s'offrir la tournée des ANPE afin de juger sur place de l'efficacité du plan gouvernemental de lutte contre le chômage des jeunes. Persuadé de trouver dressée la table du buffet et les employés admiratifs devant leur ministre, Beullac a été surpris, il y avait

grève ce jour-là à l'ANPE de Clermont. Pour le ministre, ce sont « la CGT et la CFDT appuyées par le Ligue communiste révolutionnaire qui ont tenté de paralyser les services de l'emploi ».

C'est en tout cas le commentaire qu'il faisait après sa visite ratée de Clermont. On a, par ailleurs, annoncé que le prochain Conseil des ministres serait consacré au problème de l'emploi, avec une communication « très importante » de Beullac. Il doit être vexé.

B.M.

Clermont-Ferrand, de notre correspondant.

Beullac, ministre du chômage était en tournée publicitaire ce jeudi à Clermont, pour « étudier le lourd dossier de l'emploi dans la région », selon l'expression de la presse locale. Certes, ce dossier est bien lourd et les travailleurs d'Amisol, par exemple, qui en sont à leur 33^e mois de lutte sont là pour en témoigner, en témoignent aussi ceux d'Ollier, de la SCPC et de bien d'autres entreprises qui depuis des mois sont en occupation. Près de 40 000 chômeurs en Auvergne estiment les syndicats d'ici la fin de l'année, cela donne la mesure de la politique de ce gouvernement minoritaire en matière d'emploi. On était en droit d'attendre une riposte à la mesure de cela. Certes, la période ne s'y prêtait pas et c'est bien à dessein que ceux qui nous gouvernent l'ont choisie. Riposte unitaire toutefois dans les ANPE de la région, en grève à une forte proportion, ce qui n'a pas été pour rien dans la modification de l'ordre du jour de Beullac qui devait être présent à l'ANPE à 14 h et qui en dernière minute ne l'était plus. Coïncidence, c'était également l'heure de la manifestation, appelée à l'origine par la CGT, la CFDT, le PCF, les JCF et les radicaux de gauche (à noter l'absence du Parti socialiste, en vacances, disait-on). Trois cents personnes se sont ainsi rassemblées mais on ne peut que regretter, qu'en réponse au sectarisme, la CFDT ait fait le choix de la division en n'appelant pas à la manifestation.

Ce choix devait provoquer d'ailleurs de nombreux remous parmi les militants de la CFDT, dont certains participèrent malgré tout à la manifestation. Choisir la division ne contribue en rien à la défense des revendications des travailleurs et des chômeurs. Le mot d'ordre qu'arboraient les grévistes de l'ANPE prenait là toute sa valeur : « Contre le chômage, unité des travailleurs. »

Chômage technique prolongé à Thionville

Prolongement du chômage technique jusqu'au 5 septembre pour la moitié des travailleurs d'Usinor-Thionville. Le 5, le CE entendra les dernières dispositions patronales. Déjà 183 travailleurs immigrés licenciés, 334 départs anticipés à la retraite, 600 mutations envisagées pour Longwy... et Fos ! Au total seuls 887 postes aux forges et fonderies sont assurés de rester en place. Le patronat met donc les bouchées doubles pour licencier et démenteler dans la sidérurgie, comme l'attestent les décisions simultanées d'Usinor-Thionville et de Sacilor-Sollac. Ainsi, M. Sidérurgie ne pourra-t-il que constater des licenciements effectués lorsqu'il viendra vérifier l'utilisation de subventions prévues à tout autre usage. Quant au prolongement du chômage technique, il n'a pour but, déclare la CFDT au sortir du CE, « que de démenteler l'usine dans le calme en obligeant les ouvriers à rester chez eux ».

Grève du zèle des contrôleurs aériens

La route du ciel est presque coupée

Ça va décidément mal dans le monde des « aiguilleurs du ciel », les techniciens chargés du contrôle aérien. Alors que les contrôleurs britanniques poursuivent depuis plusieurs semaines une grève qui perturbe considérablement le trafic, voilà que les contrôleurs français annoncent, tous syndicats réunis, une grève du zèle qui débutera pour s'étendre jusqu'au lundi 5 septembre. Et, comme par hasard, le même jour, presse et radios titrent sur les révélations d'un journal danois, qui mettent en cause les contrôleurs espagnols de Ténériffe, dans l'accident qui fit, en mars dernier, 582 morts. Les contrôleurs auraient été distraits par la retransmission télévisée d'un match de football. Le président de la fédération internationale des associations de contrôleurs aériens a protesté en relevant « la campagne de calomnies de ce genre qui, depuis quelque temps, tendent à se multiplier contre notre profession ».

Tout le monde se souvient de la longue grève des aiguilleurs du ciel français en 1974. Elle avait permis à Galley, alors ministre des armées, d'inaugurer le plan Clément Marot prévoyant le remplacement des grévistes par des militaires. Quelques jours plus tard, deux avions se heurtaient au-dessus de Nantes, provoquant près d'une centaine de morts.

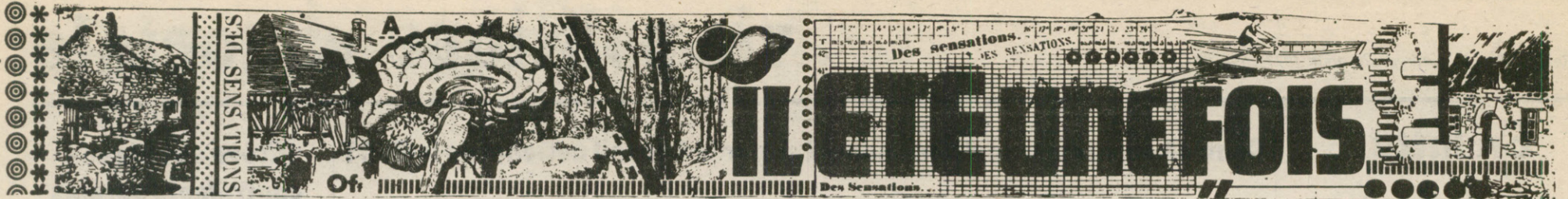
C'est sans doute pour éviter le renouvellement d'un tel accident que, cette fois, les contrôleurs ont choisi la forme de la grève du zèle. Elle concernera pendant dix jours les centres de Brest, Bordeaux, Aix et Athis-Mons, ainsi que les contrôleurs d'Orly et peut-être de Roissy. CGT, CFDT et CFTC se retrouvent côte à côte sur la même plate-forme de revendications. Elles-ci portent essentiellement sur des problèmes d'effectifs, qui conditionnent les conditions de travail et, donc, la sécurité des milliers de passagers aériens que, chaque jour, suivent les contrôleurs du ciel. Mais, d'après un communiqué de la CGT, il s'agit aussi de protester nationalement contre la situation faite à leurs collègues du centre de Bordeaux, victimes depuis quelque temps, d'une vague d'intimidations et de demandes de sanctions. Seule la compagnie à avoir fait connaître son avis, Air-Inter avait saisi dans un sec communiqué qu'elle « maintenait tous ses vols ». C'est beau l'assurance, mais ce sont plus probablement les contrôleurs qui décideront...

Néogravure : 923 licenciements prévus

Dans une conférence de presse, M. R. Coquelin, secrétaire fédéral du livre CGT a protesté contre le nouveau plan de restructuration du groupe Néogravure, contrôlé par Hachette-Paribas. En 11 ans 3 050 emplois, soit 50 % de l'effectif de la plus grande imprimerie française ont été supprimés. 923 licenciements nouveaux sont annoncés.

Grève à « La Cellophane » de Mantes

Les travailleurs de l'usine « La Cellophane » de Mantes (Yvelines) qui emploie 1 300 salariés ont entamé mardi, à l'appel de la CGT, une grève dans l'atelier énergie, vapeur et électricité. Les revendications portent sur les salaires, le treizième mois et les classifications. Une réunion du comité d'établissement est prévue mercredi matin à 10 h. L'usine appartient au groupe Rhône-Poulenc.



C'EST ARRIVÉ PAR LA POSTE

Deux filles à vélo

« D'abord une critique : tu es le journal d'une organisation communiste révolutionnaire, on dirait que tu en as honte. On dirait que tu as peur de critiquer les déformations petites-bourgeoises de tes militants ou sympathisants. Les camarades organisés ou futurs ne sont pas parfaits, c'est grâce à toi qu'ils changeront, grâce à tes critiques. C'est une des tâches d'une organisation trotskyste.

« Tiens, par exemple, pourquoi ne réponds-tu pas aux lettres parues ? Je ne suis pas seule à éprouver le besoin de connaître ta position, ton avis, ta critique, sur telle ou telle lettre. Raconter nos histoires, nos témoignages, c'est important pour faire vivre le journal, c'est un premier pas, mais ce n'est pas suffisant.

« D'ailleurs, je t'écris aussi pour te raconter une scène quotidienne, celle d'un dimanche à vélo pour deux copines. Ça tout la grogne, c'est pas la joie, tu vas voir.

« Un week-end dans le midi, deux copines qui travaillent les autres jours, eh oui, ce n'est pas les vacances pour tout le monde, une envie dingue de sortir de la ville, de se décrocher les jambes, le soleil qui nous fait un clin d'œil depuis une semaine derrière la fenêtre du bureau et le pic St-Loup, on le voit tous les soirs en passant par le jardin du Peyrou, il est à deux pas de là. Pas de problèmes, on y va en vélo.

« Dimanche matin, on quitte Montpellier de bonne heure, les pédales tournent toutes seules, on est bien, à l'aise sur nos bécanes, en short et en débardeur. On est contente, on blague en montant les petites côtes, ça sent bon, on chante Anne Sylvestre.

« Une heure se passe, les voitures commencent à circuler, et les ennuis commencent. Une voiture folle nous klaxonne en doublant trop près à toute allure. Un gars est au volant, un autre à ses côtés, ils font des gestes obscènes et rigolent, la gueule ouverte.

« Nous, on crispe les mains

au guidon. Ils sont complètement fous ces mecs, vont risquer un accident pour deux filles à vélo. On dirait qu'ils n'en ont jamais vues. En voilà une autre qui file. Le même cricque, des gars dans l'auto, les gestes obscènes, le coup du klaxon. Et ce n'est pas fini, d'autres nous doublent en voiture, à moto, rigolards, tournant la tête démesurément pour mieux se délecter du spectacle. Ils sont ridicules dans leur phallogratie. On en rit si cela se passait dans un film. Ils sont abjects et ils ne s'en rendent pas compte.

« On gueule, on les engueule, ils se foutent de nous encore plus. Ils se sentent forts, blindés par plus de mille ans de domination sur la femme, blindés dans une auto qui va 60 km/h plus vite que nous. Aucun risque de riposte.

« Ouf, on va se lancer dans un tout petit chemin qui serpente sous le soleil, vers St-Jean-de-Cuculle. Là, pas de voiture, les cigales, le vent qui fait tchttcht dans les oreilles. On s'accroche aux pédales et au guidon, des gouttes de sueur glissent sur l'aile du nez. Hi, je sursaute : un gars en mobylette m'a foutu la main aux fesses. Berk, il ne s'embête pas. On a beau lui crier ce qui nous passe par la tête comme gueulantes, nous en vélo, on s'essouffle, lui, en mobylette, il glousse en tournant la tête. Sont-ils tous détraqués ? C'est pas possible.

« En tout cas, dans la descente, on a filé, pleines de rage, et bien décidées à recommander des ballades en vélo. On encourage d'autres copines à venir avec nous (et des copains aussi, ça leur fera du bien), et plus on sera de filles à bicyclettes, mieux cela sera.

« Et puis, rien de tel qu'une promenade en bicyclette pour vouloir changer une société qui fait de l'homme une bête. Bien sûr, cela ne suffit pas, mais c'est une autre histoire, camarades.

« Bon, et bien, sur ce, salutations communistes révolutionnaires. »

Magali



A quoi reconnaît-on la nana rocker?

« Voilà une contribution féministe à propos de votre nécrologie et nostalgie du rock d'Elvis et des autres.

« Il y en a marre de votre nostalgie de mecs en mal de virilité depuis que la crise des relations sociales vous interdit de l'afficher (la virilité) comme un badge à votre blouson, que vous portez tous intérieurement ou extérieurement.

« Cette révolte était issue de et destinée à quelle jeunesse ? De (à) la moitié de la jeunesse seulement. Des garçons qui y trouvaient tout un arsenal de ruptures avec la tradition, avec les parents, les normes, un tas d'identifications. A quoi reconnaît-on la nana rocker ? Puisque déjà, il n'y a pas de terme spécifique. Et l'unisex était/est encore le sexe des garçons.

« Ces deux gars de Saint-Ouen que vous avez interviewés n'ont comme beaucoup d'autres pas décroché, seulement, ils ont trouvé comme beaucoup d'autres, un modèle d'identification, le plus mâle et le plus viril qui soit. Pourquoi en décrocheraient-ils ? Qu'est-ce qu'on leur offrirait à la place ? La féminisation ? « Tu veux rire, moi, je ne suis pas une pédale. » Qu'est-ce qu'elles sont devenues les filles, ouvrières, attirées aux chefs ou au groupe ? Qui les attirait ? Est-ce qu'elles soupirent aujourd'hui comme tous ces mecs autour de moi ? « Ah, c'était ma jeunesse. » Cette remarque que ça faisait mouiller les nanas, est sûrement vraie, mais si méprisante et dégueulasse. Qu'est-ce que c'était que ce plaisir que le rock a pu susciter en nous, sinon le plaisir de la soumission encore

aux désirs de ces gars. Où était-il question de notre plaisir ? De notre révolte ? Quelle grande rockeuse (ou petite) l'a chantée à cette époque ?

« Le rock est une forme actuelle d'esclavage des femmes, surtout des jeunes aux désirs « viriloïdes ». Cette violence chantée par les grands du rock — celle qui rendait les filles hystériques, les faisait mouiller, leur faisait acheter tous les disques — était pour nous, filles/femmes, un truc profondément aliénant, dans son contenu, et dans sa forme d'expression.

« Une Patti Smith me fait mouiller plus que n'importe quel Elvis ou autre Rolling Stones. Ils préchent une violence qui est aussi dirigée contre moi (c'est en cela, qu'eux, Higelin et les autres, appellent au viol). Elle ne tient pas compte de ma révolte, de mes désirs. Il est sûr que Patti Smith se sert (ou on lui sert) d'une forme donnée par le rock-phallo. C'est possible qu'un certain rock ait libéré certaines choses chez et dans les mecs, comme le dit un chanteur rock allemand, Udo Lindenberg :

« C'est pareil (1973) »

« J'ai vu un film l'autre jour ! il y avait un mec que je trouvais bath qui s'appelait James Dean ! alors ils racontaient qu'il était le premier à pleurer sur l'écran ! avant, il n'y avait que ces brutes avec le flingue à la main ! puis, j'ai écouté de vieux disques de rock'n roll d'Elvis Presley ! il était à ce moment-là un super-crack ! il se tortillait les hanches comme une femme ! En 63, les Beatles étaient là ! leurs tifs lons faisaient encore scandale ! et Paul chantait comme une fille ! c'était

super ! Après, Mick Jagger et maintenant David Bowie qui embrasse son guitariste sur la scène ! et pourquoi pas ? / c'est pareil, gars ou nana / Hier, je t'ai vu pour la première fois / ta peau blanche, je n'en revenais pas / pour un moment, nous nous sommes arrêtés / tu sais, j'éprouvais plein de choses pour toi / mais de t'embrasser tout de suite en pleine rue ! j'en avais pas le courage !... »

« Mais pour nous, les nanas, le rock est quelque chose d'étranger, pas pour nous vraiment, on n'y était pas dedans. Nous en étions/sommes les consommatrices passives, les spectatrices, les admiratrices.

« Je trouve incroyable que

Rouge y consacre en une seule journée trois pages, c'est-à-dire presque la moitié du journal, n'ayant par ailleurs pas la place pour le dossier antinucléaire.

« Un autre point me surprend, c'est que A. B. puisse mettre sur le même plan la nostalgie phallo-commerciale du rock et Simone Signoret. Simone a sûrement moins « le mal d'histoire dans les côtes » que lui. Elle a dû vivre son histoire et l'histoire de son époque avec plus de conscience que ces petits gauchistes « nous les anciens étudiants en philo », emportés par une grosse vague de déroute politique et morale.

Un salut féministe-révolutionnaire. Elisabeth

ROCK'N FALLO

« Suite à la réponse signée D. F. à la lettre « Higelin apologiste du viol ».

« Fait pas pousser D. F., avec le genre de raccourci que tu utilises, on excuse tout.

« J'ai vu Higelin au festival de Bourges, un soir où il paraît qu'il y avait du « feeling ». On était tout un groupe de nanas et de mecs. On est partis, écoeurés au bout d'une demi-heure. Insupportable le mépris de ce mec pour le public.

« Bourges, t'es là ? Bourges, je t'aime. Et si t'as quelque chose là (se tapant sur le cœur — non, non, pas plus bas). » « Comme nous, on a quelque chose là, y aura d'la joie. » Tout ça entre une chanson réac et une chanson phallo. L'humour du désespoir sans doute. D'autres copains sont restés. A la fin du spectacle, qu'ils avaient trouvé chouette, on a discuté. Deux d'entre eux nous ont dit « qu'ils n'écoutaient pas les paroles, mais la musique » et que « c'est vrai qu'Higelin a choisi la droite, mais c'est parce qu'il a besoin de fric pour faire ce genre de musique, et qu'il ne le trouve pas à gauche. » Trois jours après, il y avait Lavilliers. C'est pas clair, clair, sa manière de jouer les belles bêtes de scène et les grands félins aventuriers, mais lui, il l'explique son rapport aux lou-bards et au désespoir. C'est

pas « Tous derrière moi avec vos chaînes de vélo. » Et ce n'est pas non plus la complaisance de la médiocrité, où n'importe quel petit bourgeois croit pendant deux heures avoir tout pouvoir sur les femmes et sur les moins forts que lui.

« Le soir d'Higelin, on s'est effectivement, avec les copines, posé des questions sur le rock et la phallogratie. J'aimerais beaucoup qu'on en parle dans Rouge d'une façon moins rapide que D. F. Et tu vois, je suis moins sévère que toi : je ne crois pas que tous les mâles soient aussi phallogrates qu'Higelin. Je ne crois pas qu'une guitare soit obligatoirement un fusil ou un phallus.

« Sinon, si c'est vraiment ça que tu penses, D. F. explique-nous un peu. C'est une question qu'on se pose beaucoup dans les groupes femmes, mais il n'y a pas de groupes hommes pour nous répondre. Quelle est la nature des pulsions de viol que tu ressens toi, que tu étouffes, toi ? Pourquoi, le long des manifs de femmes, les hommes arrêtent-ils de sourire quand nous crions : « Quand une femme dit non, c'est non ». Si vous parliez un peu de vous, au lieu de prendre des raccourcis... Amicalement

une lectrice fidèle de « Rouge »

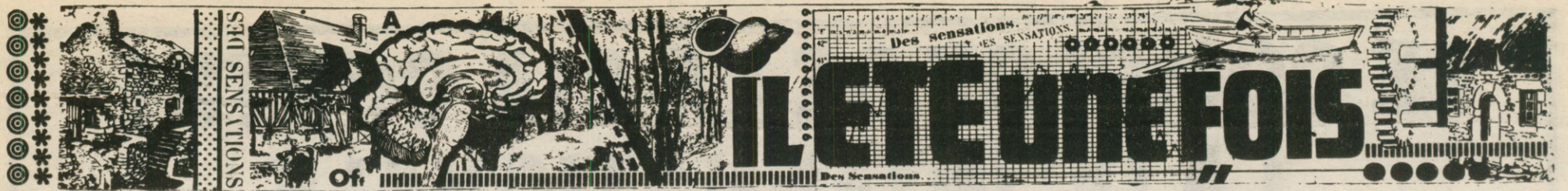
A PARTIR DE LUNDI, ROUGE SUR 12 PAGES

Les vacances s'achèvent et grâce à l'effort financier de nos lecteurs et lectrices, nous avons pu maintenir pendant tout l'été la parution régulière du quotidien. Nous ne connaissons pas encore les chiffres de vente, à l'exception de ceux de Paris surface. En juillet, nous avons vendu en moyenne 1 680 numéros soit une centaine de moins que l'année dernière à pareille époque. Pour le mois d'août, la vente a tourné autour de 1 400, soit près de 300 en plus.

Nous reprendrons notre publication sur 12 pages à partir du lundi 29 août. Début septembre, nous publierons les résultats de l'enquête effectuée auprès des lecteurs et lectrices. Des améliorations seront apportées au journal tant au niveau du contenu que

de la présentation, une nouvelle maquette est à l'étude, qui tiendront compte des remarques que nous ont envoyées près de 1 500 lecteurs.

Mais, dès la rentrée de septembre, il vaudrait relancer la souscription pour obtenir les 1 800 000 F le 1^{er} janvier 1978. Toute une série d'initiatives seront proposées pour mener à bien cette campagne. Tout le monde est unanime sur la nécessité de transformer le journal et de passer à 16 pages mais cela implique que le rythme de rentrée d'argent que nous avons connu à la veille des vacances reprenne et s'amplifie. Tant que les 1 800 000 F ne seront pas collectés, la survie de Rouge ne sera pas assurée.



LIVRES

Le théâtre d'Agit-prop 1917-1932

Notamment depuis 1968, une quantité d'initiatives ont surgi dans le sens d'un théâtre militant. De même que les formes de lutte de cette période ont rappelé à la mémoire les formes de lutte traditionnelles du mouvement ouvrier, de même certaines de ces formes culturelles ont exhumé les formes artistiques d'agitation et de propagande.

Bon nombre de documents et d'études ont paru sur les expériences culturelles des années postérieures à la révolution d'Octobre, en URSS et en Allemagne. Et le PCF, pour ne pas regarder passer le courant, a dépoussiéré quelques-uns de ses documents honnis, dont certains sur le théâtre d'agit-prop, et dispensé quelques réflexions hâtives sur le sujet.

De façon générale d'ailleurs, on peut dire qu'aucun travail de documentation ou de réflexion n'est paru jusqu'à ce jour sur ce sujet particulier. « Le théâtre d'agit-prop, 1917-1932 », travail d'un collectif de la section « théâtre moderne » du CNRS (Centre nationale de recherche scientifique), comble le vide, au moins pour ce qui est de l'information.

Il s'agit de quatre volumes, dont les deux premiers viennent de paraître, et dont les deux derniers sont à paraître en septembre. (1)

— Les volumes I et II sont entièrement consacrés à l'URSS, le premier comprenant des études du collectif, et le deuxième les écrits théoriques et pièces d'agit-prop.

— Le volume III est consacré aux études sur l'Allemagne, la France, les USA, la Pologne, la Roumanie.

— Le volume IV comprend les écrits théoriques et pièces des pays correspondant au volume III.

Une forme sans clôture

Au plan de la forme, la définition du théâtre d'agit-prop (d'agitation et de propagande) donnée dans l'introduction du livre en rend bien compte : « éclatement de la forme et multiplication des formes courtes, préluant éventuellement à de nouvelles constructions, démentant toute clôture organique. Cette technique de découpage et de remontage permet la réappropriation de formes archaïques aussi bien que modernes. Le théâtre d'agit-prop se jette sur tout ce qu'il trouve naïvement, bestialement, sur tout de que la codification classique des genres avait réussi à éliminer ou à canaliser. En particulier sur la tradition populaire du cirque, de la pantomime, de la jonglerie, du batelage et de la variété, du chœur chanté et du chœur parlé ; mais aussi sur les innovations du futurisme, du constructivisme ou de l'expressionnisme ».

C'est-à-dire qu'il s'agit d'une forme éphémère, difficilement archivable. Il n'était

pas évident de réunir la documentation nécessaire à la reconstitution globale de ce phénomène. C'est donc déjà un intérêt de ce livre que d'avoir centralisé et organisé une documentation fragmentaire et dispersée, et de lui avoir donné une cohérence significative, à l'échelle quasi mondiale.

Origine et fin

De la description citée plus haut, il faut néanmoins préciser qu'elle correspond principalement, au moins pour sa deuxième partie, à l'expérience soviétique de l'agit-prop. Il n'est en effet pas étonnant que ce soit du terreau révolutionnaire d'Octobre que soit issue une telle forme, et qu'elle y ait trouvé sa diversité.

Né spontanément des formes d'auto-organisation des travailleurs dans la foulée de la lutte, le théâtre d'agit-prop reçoit son impulsion du pouvoir soviétique et en développe les thèmes d'agitation et de propagande. Il prend un essor particulier et explosif durant le communisme de guerre. Dans *Littérature et révolution*, Trotsky en parle en ces termes : « Dans les années 1918 et 1919, il n'était pas rare de rencontrer au front une division militaire, cavalerie en tête, avec, à l'arrière, des chariots transportant des acteurs, des actrices, des décors et autres accessoires. » Mais ces groupes ne foisonnaient pas qu'au front, ils couvraient toute l'étendue sociale de la République soviétique.

Cette explosion diversifiée de l'agit-prop se transmue à partir de 1922, au gré de la reconstruction économique (NEP) et de la montée de l'appareil stalinien, en réorganisant vers la qualification, voire vers l'insertion du théâtre d'agit-prop au « Théâtre ». Enfin, avant d'être décrété inopportun avec l'instauration du très officiel réalisme socialiste en 1934, il vit une période de réactivation à partir de 1927, dans le cadre du plan quinquennal, où il tend à sévir comme instrument du projet et de l'idéologie bureaucratique.

Quant à l'Allemagne, on n'y retrouve pas la première phase de l'agit-prop russe. A l'époque de la révolution allemande (1923) le PC allemand défend la position de l'héritage culturel. Dans ce contexte l'agit-prop joue un rôle de pression sur la transformation du théâtre en quête d'un autre public, d'autres lieux, d'autres formes... C'est seulement vers 1930 que le théâtre d'agit-prop émerge comme forme décisive d'une culture se réclamant de la lutte de classes.

En France la percée de l'agit-prop est plus tardive, en raison des conditions particulièrement stables au plan social. Aussi l'existence éphémère de ce théâtre (1930-1933) est due en grande partie — compte tenu d'un terrain préalablement sensible — à un décret de l'Union internationale du théâtre ou-



« La tradition populaire du cirque, de la pantomime, de la jonglerie... »

vrier (Moscou), dans le cadre politique ultra gauche de l'Internationale. Il faut toutefois souligner le sang frais qu'y insuffla le groupe Octobre, impulsé par Prévert.

La fin de l'agit-prop français coïncide avec la fin du phénomène agit-prop. Ce théâtre meurt des coups portés par la bourgeoisie au prolétariat, mais aussi de l'étranglement de celui-ci par la politique de collaboration de classes des partis communistes dans le giron des Fronts populaires, et à laquelle correspond, au plan de l'art, le réalisme socialiste, retour aux anciennes formes.

Cet ouvrage copieux donne cependant prise à la critique sur des points non négligeables. Le phénomène agit-prop est à dose politique forte. Les travailleurs qui pratiquaient ce théâtre étaient impliqués au premier chef dans le combat révolutionnaire. Saisir les coordonnées de ce combat eut permis de rendre compte

d'avantage de ce qui alimentait concrètement cette forme, et donc ce qui faisait sa nature. Ce qui ne ressort pas avec la même régularité dans l'ensemble des recherches, et qui nuit au tout. D'un autre côté, au plan scientifique, dans le contexte actuel, où les recherches méthodologiques vont bon train, on pourrait souhaiter qu'un tel ouvrage soit plus engagé dans le débat culturel. Pour être court nous dirons que trop souvent on se trouve devant un travail de compilation, certes intelligent et qui constitue un matériel tout à fait important, mais qui n'embraye pas suffisamment sur les interrogations actuelles en matière d'art en général et de théâtre militant en particulier.

P. Razdac

(1) Editions l'Age d'homme, Collection théâtre années 20.



La librairie cherche une mobyette en bon état pour faire ses courses. Téléphonnez à Adrien ou Anne, 272.68.82 ou 272.88.96.

PARIS-AVIGNON Cherche deux places Paris-Avignon. Participation aux frais. Dimanche soir ou lundi matin. Appeler Martine, le matin, au 577.07.77, poste 21.49.

Télévision

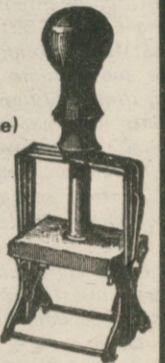
TF 1

- 12.40 Le monde merveilleux de la magie
- 13.00 Journal
- 13.35 Léonard de Vinci (série)
- 16.25 Cyclisme sur piste championnats du monde
- 16.40 Pour les jeunes
- 18.25 Les mystères de l'ouest
La nuit des cosaques
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Adieu mes quinze ans (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Au théâtre ce soir
Le Bourgeois gentilhomme
Dommage évidemment que cette pièce de Molière soit mise en scène par Jean le Poulain...
- 22.40 Allons au cinéma
- 23.10 Journal



A 2

- 15.00 Le monde en guerre
La Hollande de 1940 à 1944
- 16.00 Aujourd'hui madame
Les amours d'enfance
- 16.50 L'homme à la valise (série américaine)
Cherchez la femme
- 17.40 Yao (feuilleton)
Le sorcier
- 18.05 Vacances animées
- 18.45 Flash d'information
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.45 En ce temps-là la joie de vivre
- 20.00 Journal
- 20.30 La chasse aux hommes (feuilleton)
- 21.35 Ah ! vous écrivez ?
Il paraît que c'est une émission littéraire qui réunira Bernrad Clavel et Henri Thomas : ils se disent romanciers...
- 22.30 Journal
- 22.35 Superstars



FR 3

- 18.10 Emission alsacienne
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Pour la jeunesse
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Vendredi : faits de société
Les séminaires d'entreprise
On s'américanise en France : il paraît qu'en particulier des cadres d'entreprise, effrayés par l'inhumanité des rapports humains de « notre » société industrielle, participent de plus en plus à des stages qui ont remporté un grand succès outre-atlantique : séance de créativité, dynamique de groupe, etc.
Les réalisateurs, François Chardeaux et Huguette Debaizieux, ont enquêté, interrogé animateurs et participants. Malaise, angoisse qui appellent et cherchent des voies libératrices qui en disent sans doute long sur l'état actuel des rapports sociaux.
- 21.30 Planètes indigènes
Planète Baruya
Cette troisième émission de Maurice Godelier et Michel Tréguer, présentée par Claude Lévy-Strauss est consacrée aux initiations (cérémonies rituelles, danses) qui vont faire des « initiés » des « Baruya ». Un labyrinthe compliqué qui débouche sur l'appropriation des connaissances des générations antérieures et qui est le sceau de la culture spécifique des Baruyas.
- 22.25 Journal



ABONNEMENT

NOM _____

Prénom _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____

	Normal	Collectivités	Etranger
3 mois	110 F		180 F
6 mois	200 F	140 F	325 F
12 mois	400 F	275 F	650 F

Pour les abonnements par avion et sous pli fermé demander les tarifs au service abonnement.

Chèques à l'ordre de « Rouge ». Pour l'étranger, vous êtes priés de payer par mandat international à l'ordre de SPN. Eviter les virements bancaires.

Compter un délai de 15 jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

LE COMLOT DE LA CIA CONTRE LA IV^e INTERNATIONALE

Nous avons présenté hier les documents de la CIA concernant l'espionnage de nos camarades du Socialist Workers Party et des groupes d'extrême gauche américains. Après que les dirigeants du SWP aient décidé d'intenter un procès au gouvernement, celui-ci a, à son tour, monté un procès contre le SWP, l'accusant d'être la section américaine de la IV^e Internationale (alors que le Voorhis Act de 1940 interdit aux organisations ou

citoyens américains d'être affiliés à un organisme international). A cette occasion, le gouvernement américain a voulu s'efforcer de démontrer que la IV^e Internationale était une organisation terroriste et a effectué à cet effet des « enquêtes » sur ses différentes sections. Nous publions aujourd'hui les documents relatifs à la section française de la IV^e Internationale.

Les services secrets américains espionnent la Ligue communiste

« Les militants trotskystes de la Ligue communiste mènent actuellement une action dans environ 250 entreprises. C'est le 1^{er} Congrès de la Ligue communiste (avril 1969) qui, tirant le bilan des événements de mai-juin 1968 a choisi comme axe prioritaire l'intervention en direction des entreprises et la construction de cellules ouvrières.

La Ligue communiste a donc alors investi l'essentiel de ses forces dans le travail en milieu ouvrier, et c'est à juste titre qu'elle a pu, lors de son second congrès (Rouen, juin 1971) se féliciter des résultats obtenus. L'orientation prioritaire a donc été confirmée. Dans son rapport, Henri Weber a même déclaré : « Dans les conditions actuelles, nous pouvons organiser une percée significative des marxistes-révolutionnaires dans la classe ouvrière et ceci dans les deux années à venir. » La Ligue communiste est persuadée qu'elle finira par recueillir les fruits de son travail et de sa patience... »

S'il faut en croire l'auteur et les commanditaires de ce long rapport (sept pages dactylographiées) sur « l'action de la Ligue communiste dans les entreprises », les militants de l'ex-Ligue communiste n'étaient pas les seuls à être persuadés que leur organisation finirait « par recueillir les fruits de leur travail et de leur patience ». En aurait-il été autrement que cela n'aurait jamais justifié que la principale centrale américaine de renseignements — la CIA — se donne le mal d'effectuer une analyse exhaustive de l'intervention des marxistes-révolutionnaires dans les entreprises.

Analysant tour à tour la tactique de construction de l'organisation (« de la périphérie vers le centre »), le travail d'agitation dans les entreprises, les techniques d'intervention et d'agitation (voir encadré), l'attitude des militants en cas de conflit dans l'entreprise, le travail au sein des syndicats, la politique de formation des militants, les thèmes d'agitation et de revendications et enfin l'attitude du PCF à l'égard des gauchistes dans les entreprises, ce rapport, rédigé en français témoigne de la qualité de la documentation, si ce n'est des informations, de son auteur.

Il a été communiqué, en juillet 1976, aux avocats du Socialist Workers Party et de la Fondation pour la défense des droits politiques (RPDF) par les responsables de la CIA eux-mêmes, dans le cadre de l'action en justice intentée par nos camarades contre l'agence centrale de renseignements.

Son auteur restera à tout jamais anonyme. Contrainte, par jugement, de porter à la connaissance des plaignants (nos camarades du SWP) le contenu des dossiers illégalement constitués sur l'organisation trotskyste américaine, la IV^e Internationale et ses sections, la CIA a néanmoins obtenu le droit de censurer tout ou partie du texte qui permette d'en identifier l'origine ou qui relève du secret d'Etat. Si, dans ce cas très précis, la censure ne porte que sur l'origine du rapport (son auteur et la ville dont il provient) dans d'autres cas, elle concerne la quasi-intégralité du rapport lui-même.

Peu importe ! Quelles que soient les coupes opérées, deux faits indubitables apparaissent désormais au grand jour. Le premier est que la centrale américaine de renseignement se livre, en toute quiétude, à des activités illégales de surveillance et d'espionnage de citoyens français et n'hésite pas, selon l'expression consacrée, à s'ingérer dans les affaires intérieures françaises. Pour ce

même motif, deux militants du Socialist Workers Party ont, en novembre 1972, été expulsés du territoire français (la Martinique !) avec l'aide, si ce n'est la complicité de l'administration américaine (voir Rouge du 26 août).

N'ayons aucun doute à ce sujet, les auteurs de ces multiples rapports sur le Parti communiste internationaliste, la Ligue communiste, la Ligue communiste révolutionnaire, etc. ne connaîtront jamais le même sort.

De telles pratiques ne sont pas nouvelles et nous n'aurons pas l'hypocrisie de laisser croire que nous sommes surpris, indignés, outrés... Ce type d'hypocrisie ne vaut que pour les politiciens bourgeois, dès lors qu'ils sont confrontés à des faits indiscutables.

Pour notre part, il y a longtemps que nous n'avons plus d'illusion en la matière et que l'ingérence des services de renseignements américains dans la vie politique française est une certitude. Surtout quand il s'agit de s'attaquer à des organisations du mouvement ouvrier.



Plus intéressante par contre, est la preuve, matériellement irréfutable, de la collaboration entre services de renseignements français et américains. Comment, en effet, interpréter autrement la mention portée sur certains documents et qui, justifiant l'opportunité des coupures effectuées par la CIA, affirme :

« Information fournie par un gouvernement étranger, étant entendu qu'elle resterait secrète. » S'agissant d'une organisation française, on voit mal quel autre gouvernement que le gouvernement français aurait pu la communiquer aux services de renseignements américains.

Comment expliquer, de la même façon, cette phrase extraite d'un télégramme envoyé par le consulat des Etats-Unis en Martinique au secré-

ariat d'Etat (ministère de la politique étrangère) à Washington, qui affirme :

« Les autorités française locales nous demandent de leur communiquer des informations sur d'éventuelles actions subversives dans lesquelles Thomas et Washington (les deux militants du SWP qui furent expulsés de Martinique) auraient pu être précédemment engagés. »

Le ministre de l'Intérieur pourra toujours nier, invoquer le complot marxiste international, affirmer que de tels faits se sont produits sans son consentement, qu'ils appartiennent désormais au passé, etc., l'essentiel demeure. Pendant des années, les services de renseignements américains et français (pour ne citer que ceux-là, mais nos camarades du SWP ont en leur posses-



Technique d'intervention et d'agitation

— Il faut tout d'abord un petit nombre de militants, suivant régulièrement les problèmes de l'entreprise, capables de discuter avec les contacts, etc.

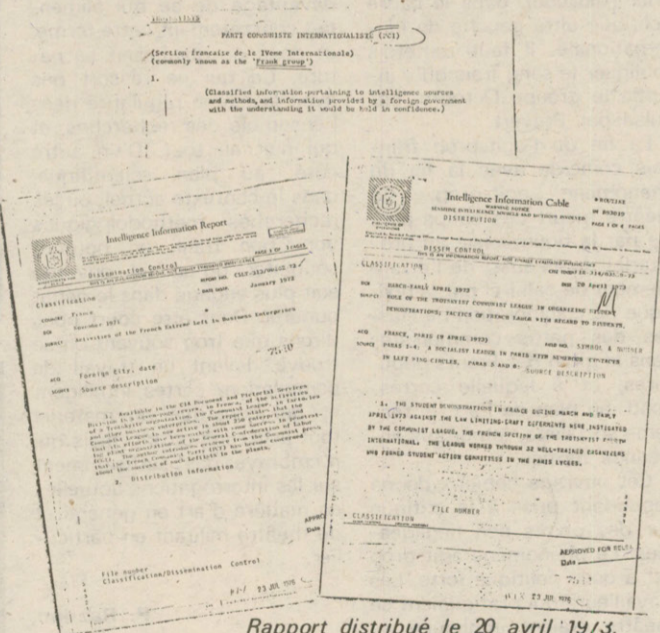
— Ensuite, des « brigades » qui peuvent être sans dommage constituées d'étudiants, aidant l'intervention (distribution, etc.) aux portes de l'entreprise.

— Ces interventions doivent être régulières. En particulier, elles ne doivent pas s'interrompre avec les vacances universitaires.

— La pièce essentielle de l'intervention est la feuille d'agitation (la Taupe dans le jargon des militants).

Cette feuille doit combiner le travail d'explication politique avec les informations d'entreprise. Elle doit se saisir de la moindre occasion pour développer des thèmes d'agitation : accident du travail, licenciements, intensification des cadences. De tels bulletins, souvent alimentés par des informateurs bénévoles, peuvent être des bulletins d'entreprise, de quartier, de banlieue, voire de région.

— C'est en développant ce travail d'agitation que la Ligue compte dégager une avant-garde en l'associant au travail. Le tout est de construire des cellules d'entreprise actives, mais s'il est nécessaire, les militants de la Ligue n'hésitent pas à mettre en place, localement, des structures opérationnelles transitoires (comités inter-entreprises, etc.)



Rapport distribué le 20 avril 1973.

Effectué en mars-début avril 1973.

Objet : rôle des trotskystes de la Ligue communiste dans les manifestations étudiantes, tactique du mouvement ouvrier français à l'égard des étudiants.

Origine : France, Paris (9 avril 1973)

Source : un responsable socialiste de Paris ayant de nombreux contacts avec les cercles d'extrême gauche.

Numéro de code : censuré

Précision des sources : idem.

1. Les manifestations étudiantes en France, en mars-avril 1973 contre les mesures de sélection ont été impulsées par la Ligue communiste, la section française de la IV^e Internationale trotskyste. L'intervention de la Ligue se fait par le biais de 32 cadres, bien entraînés, qui ont formé des comités d'action étudiants dans les lycées parisiens.

2. La Ligue semble suffisamment forte pour entretenir un nombre relativement important de permanents. Alain Krivine, dirigeant de la Ligue, est un excellent cadre et un collecteur de fonds efficace. Les cotisations de la Ligue se montent à 100 F par mois (22 dollars US) et

sont méthodiquement prélevées. Toutes les fêtes organisées par la Ligue rapportent de l'argent. A en croire l'organe de la Ligue, Rouge, la Ligue paye rapidement ses factures d'imprimerie.

3. Des membres actifs des comités d'action étudiants ont déclaré le 8 avril qu'ils étaient prêts à reprendre les manifestations contre la loi de sélection après les vacances de Pâques. Mais ils ont reconnu qu'ils n'étaient pas sûrs d'obtenir le soutien complet des étudiants qui pourraient être effrayés de perdre une année complète de travail s'ils étaient exclus des examens terminaux.

4. (commentaire de la source). Si la Ligue communiste entreprend de poursuivre l'action des comités d'action étudiants après le 1^{er} Mai, elle pourra compter sur le soutien complet du Parti communiste français (PCF), qui contrôle la Confédération générale du travail (CGT), du Parti socialiste, de la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et d'autres organisations gauchistes, car aucune de ces organisations ne peut ignorer ou prêcher la modération aux étudiants qui recherchent leur soutien.

5, 6 et 7 : source qui a procuré l'information.

Ce Parti communiste internationaliste

TROTSKYSTES
PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE
(section française
de la IV^e Internationale)
(plus connue sous le
nom de groupe Franck)

1. (Information classifiée relevant des origines et des méthodes de renseignement et information fournie par un gouvernement étranger étant entendu qu'elle resterait secrète.)

2. (Information classifiée relevant des méthodes et des capacités de renseignement, et information

fournie par un gouvernement étranger étant entendu qu'elle resterait secrète.)

3. (Information classifiée relevant des sources, méthodes et analyses de renseignement.)

4. (Information classifiée relevant des origines et des méthodes de renseignement, et information fournie par un gouvernement étranger étant entendu qu'elle resterait secrète.)

(Document)
12 mars 1969
Approuvé pour communication
23 juillet 1976